

Arrêté portant mise à jour

- des Plans locaux d'urbanisme des communes d'Ouille-la-Rivière, Gonnetot, Val-de-Saône,
- de la carte communale de la communes de Saint-Pierre-Bénouville,

Servitudes d'utilité publiques : Maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturels ou assimilés, d'hydrocarbures et de produits chimiques

Le Président de la Communauté de Communes Terroir de Caux,

Vu :

- l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2016 portant création de la Communauté de Communes Terroir de Caux issue de la fusion des communautés de communes, des Trois Rivières, de Saône et Vienne, de Varenne et Scie et de l'extension aux communes de Bracquetuit, Cressy et Cropus.
 - les arrêtés préfectoraux du 10 février 2017, du 19 mai 2017 et du 21 juillet 2017 portant sur l'instauration des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques dans les communes concernées ;
 - le code de l'urbanisme et notamment les articles R. 153-18, R. 151-51 et R. 151-53 relatifs au contenu et à la mise à jour des annexes d'un Plan Local d'Urbanisme ;
 - le code de l'urbanisme et notamment les articles L.161-1, L.163-10 et R.163-8 relatifs au contenu et à la mise à jour des annexes d'une carte communale ;
 - La délibération de la Communauté de Communes Terroir de Caux le 28/09/2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ouille-la-Rivière ;
 - La délibération de la commune de Gonnetot approuvant le Plan Local d'Urbanisme le 05/09/2014 ;
- La délibération de la commune de Saint-Pierre-Bénouville approuvant la Carte Communale le 06/02/2009 ;

- la délibération de la commune de Val-de-Saône approuvant le Plan Local d'Urbanisme le 09/12/2013 ;

CONSIDERANT :

- qu'il convient de prendre en compte les arrêtés préfectoraux du 10 février 2017, du 19 mai 2017, 21 juillet 2017 portant sur l'instauration des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques dans les communes concernées,

ARRÊTE

Article 1er

Les servitudes annexées aux Plans Locaux d'Urbanisme des communes d'Ouville-la-Rivière, Gonnetot, Val-de-Saône, ainsi qu'à la Carte Communale de la commune de Saint-Pierre-Bénouville sont mises à jour à la date du présent arrêté par modification :

- des listes des ouvrages concernés et distances associées des communes concernées,
- des documents graphiques correspondants.

Article 2

Les mises à jour sur support papier sont tenues à la disposition du public, dans les locaux des services techniques de la Communauté de Communes Terroir de Caux, rue des Brasseurs à Tôtes et à la mairie de chacune des cinq communes indiquées dans l'article 1.

Article 3

Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au siège de la Communauté de Communes Terroir de Caux et dans les mairies des communes suivantes : Ouville-la-Rivière, Gonnetot, Saint-Pierre-Bénouville, Val-de-Saône.

Il sera inséré au recueil des actes administratifs et transmis à Madame la Préfète avec ses annexes, pour notifications aux services concernés.

Article 4

Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes Terroir de Caux, les secrétaires de mairie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

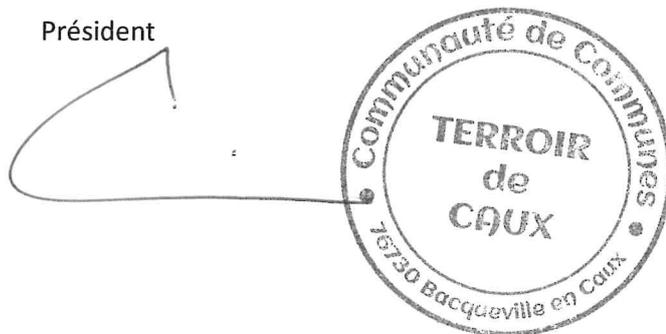
Article 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat.

Fait à Bacqueville-en-Caux, le 26/02/2018

Jean-Luc CORNIERE,

Président



Préfecture de la Seine-Maritime - DCPE

76-2017-05-19-084

Arrêté préfectoral du 19 mai 2017 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune d'OUVILLE LA RIVIERE



PREFETE DE LA SEINE-MARITIME

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE
NORMANDIE**

Service Risques

Affaire suivie par Philippe LOZET

Tél. : 02 35 52 32 61

Courriel : philippe.lozet@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté préfectoral du 19 MAI 2017
instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour
des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits
chimiques sur la commune de Ouville-la-Rivière**

**La Préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30 et R. 555-31 ;
- Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L. 101-2, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et suivants, L.153-60, L. 161-1 et suivants, L. 163-10, R. 431-16 ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République en date du 16 février 2017 nommant M^{me}. Fabienne BUCCIO, préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Vu** l'arrêté n°17-21 du 6 mars 2017 portant délégation à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Normandie, en date du 3 février 2017 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) de la Seine-Maritime le 11 avril 2017 ;
- Vu** la transmission du projet d'arrêté faite au transporteur en date du 14 avril 2017 ;
- Vu** la réponse du transporteur par message électronique du 19 avril 2017.

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R. 555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L. 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites en annexe 1 du présent arrêté. Ces SUP sont définies à l'article 2 du présent arrêté et sur la base des distances précisées dans les tableaux figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Seule la SUP enveloppe (SUP1) est reproduite à titre indicatif dans la carte⁽¹⁾ jointe en annexe 2 du présent arrêté. La mise en œuvre des restrictions des SUP2 ou SUP3 s'effectue dans le cadre de l'analyse de compatibilité qui est obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Seules font foi les distances reportées dans les tableaux de l'annexe 1 appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Article 2

Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les SUP sont définies selon les dispositions suivantes :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R. 555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R. 555-31 du Code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3

Conformément à l'article R. 555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme opérationnel délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L. 151-43, L. 153-60, L. 161-1 et L. 163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5

En application du R. 555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime et adressé au maire de la commune de Ouville-la-Rivière.

Article 6

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le président de l'établissement public compétent ou le maire de la commune de Ouville-la-Rivière, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi qu'au directeur de GRTgaz.

Fait à ROUEN, le 19 MAI 2017

Pour la préfète, et par délégation,
le secrétaire général

Yvan CORDIER

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la préfecture de la Seine-Maritime
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Normandie
- l'établissement public compétent ou la mairie concernée

Vu pour être annexé à mon arrêté en date du :

ANNEXE1

19 MAI 2017

Rouen, le 19 MAI 2017

Caractéristiques des ouvrages concernés et distances SUP associées

Pour la Préfète et par déléation,
Le Secrétaire Général

Commune de Ouville-la-Rivière (code INSEE : 76492)

Yvan CORDIER

• Ouvrages traversant la commune

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRTgaz, dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES :

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
DN150-1969- VALLIQUERVILLE- OFFRANVILLE	67,7	150	2094	Enterrée	45	5	5

ANNEXE 2
Représentation cartographique des zones de servitude SUP1

